



Date : 06/06/2008

Les problèmes d'accessibilité à l'information pour le développement en Afrique centrale: quel rôle les centres de documentation et d'information devront jouer?

ROSALINE NJIKE NYANJOU ÉP NJIKE

Responsable du Centre de Documentation et d'Archives Bureau
Sous Régional de l'UNESCO en Afrique Centrale
Yaoundé, Cameroun

Meeting:

147 Access to Information Network Africa (ATINA) Discussion Group
(Réseau d'accès à l'information en Afrique (RAIA))

Simultaneous Interpretation:

English-French and French-English only

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 74TH IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
10-14 August 2008, Québec, Canada
<http://www.ifla.org/IV/ifla74/index.htm>

RESUME

Le continent africain fait face à de nombreux défis, dont l'un des plus importants est l'accès à la connaissance et à l'information pour son développement. Pour répondre aux opportunités et défis des changements sociaux, économiques, culturels et techniques de l'heure, la connaissance et l'information doivent être effectivement communiquées aux acteurs du développement. « Les problèmes d'accessibilité à l'information pour le développement en Afrique centrale: quel rôle les centres de documentation et d'information devront jouer? ». Telle est la thématique à élucider dans le présent article. Il est question de définir le concept d'information pour le développement, d'identifier quelques problèmes d'accessibilité à l'information en Afrique Centrale. Ensuite analyser l'importance des centres de documentation et d'information dans le processus de développement de cette sous région.

TEXTE

INTRODUCTION

Le continent africain fait face à de nombreux défis, l'un des plus importants est celui de l'accès à la connaissance et l'information pour son développement. Pour répondre avec succès aux opportunités et défis des changements sociaux, économiques, culturels et techniques de l'heure, la connaissance et l'information doivent être effectivement communiquées aux acteurs du développement.

Les stratégies de communication doivent reposer sur une circulation rapide de l'information entre les acteurs tour à tour offreur et demandeur. Les attentes des différents publics par rapport à l'information modifient le rôle des professionnels de la communication. Ils doivent être capables d'identifier les sources d'information en fonction d'une réelle connaissance des attentes et intérêts de différents types d'utilisateurs.

Documentalistes, bibliothécaires, journalistes, éditeurs, diffuseurs africains ont un rôle essentiel à jouer. Chaque groupe d'acteurs dispose des données informationnelles à valoriser pour des besoins spécifiques.

Les enjeux prioritaires en matière d'information concernent la mise en relation entre les acteurs.

L'Afrique Centrale à l'instar d'autres pays du même continent est dans un besoin urgent de communication avec le monde pour sauver ses habitants des maladies, de la faim et d'autres besoins vitaux qui pourront engendrer le bien être de tous. Cette évolution pourrait renforcer un climat de paix entre les populations.

Notre communication s'intitule « Les problèmes d'accessibilité à l'information pour le développement en Afrique centrale: quel rôle les centres de documentation et d'information devront jouer? ». Il sera question dans notre exposé de définir le concept d'information pour le développement, d'identifier quelques problèmes d'accessibilité à l'information en Afrique Centrale. Enfin voir quel impact ou plus précisément le rôle que peuvent jouer les centres de documentation et d'information dans le processus de développement de cette sous région.

I. L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT

La notion de la communication pour le développement est née de la volonté politique des Etats du Tiers-Monde d'utiliser la communication afin d'impliquer les populations de façon active et consciente au processus de développement économique, social et culturel. Cette conception fait recours, de façon systématique et organisée, à toutes les formes de communication: interpersonnelle, de groupe, de masse, de proximité et aussi les télécommunications.

La communication pour le développement vise à:

- permettre aux composantes de la société de parvenir à un consensus sur les problèmes de développement rencontrés sur le terrain et sur les solutions à envisager;
- lever les ambiguïtés, les contradictions et les malentendus éventuels sur les modalités de réalisation des projets de développement;
- permettre aux acteurs du développement d'être à l'écoute des préoccupations des populations concernées;
- mettre la technologie moderne au service de l'éducation;
- vulgariser les techniques et méthodes de travail jugées plus efficaces.

Fondamentalement, la communication est un processus social qui provoque des changements dans les connaissances, les attitudes et les comportements des individus ou des groupes, en mettant à leur disposition des informations factuelles et techniques, en facilitant le processus d'apprentissage et «l'environnement» social. Ces éléments pourraient alors conduire à une meilleure maîtrise de compétences essentielles pour les individus et à une meilleure réalisation de divers buts déterminants. Tous ces ingrédients contribuent à ces changements positifs au niveau des individus, des communautés ou de la société, que l'on qualifie souvent de «développement».

La communication pour le développement utilise tous les dispositifs et les moyens de partage de l'information. Elle n'est donc pas limitée aux seuls médias de masse. Elle mobilise également des groupes formels et des canaux informels de communication, comme les associations de femmes et de jeunes, ainsi que les lieux de polarisation

de la population comme les marchés, églises, festivals ou rassemblements et les institutions d'information tels que : centres de documentation et bibliothèques.

En bref, la communication pour le développement est une fonction légitime de planification et de mise en œuvre du développement. Elle doit donc être considérée comme une « technologie » utile pour mettre en œuvre les processus de communication sociale visant à favoriser et renforcer le développement durable au niveau local et national. Une façon de le faire est de formuler une politique nationale d'information et de communication, qui peut être intégrée explicitement dans la conception et la mise en œuvre du développement national.

Toutefois notons que la communication pour l'Afrique Centrale est jonchée de nombreux obstacles.

II. LES PROBLEMES D'ACCESSIBILITE A L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE CENTRALE

Il y a actuellement en Afrique peu d'exemple de politiques conçues pour encourager l'utilisation systématique de l'information et de communication comme un élément des stratégies nationales de développement, il se pose le problème d'accès à l'information. Avec de nombreux avantages qu'offrent les nouvelles technologies de l'information dans la gestion de l'information, les bibliothèques ont informatisé leur service partout dans le monde, mais le rythme d'automatisation des bibliothèques en Afrique centrale reste faible. Seules quelques bibliothèques universitaires dans les grandes villes des pays bénéficient des TIC ; cette situation est particulièrement préoccupante. Selon A. Gresh, le développement d'Internet n'échappe pas aux logiques sociales et aux clivages entre riches et pauvres, ni en terme de contenu de l'information, ni en terme d'accès à celles-ci.

On a jadis dit que pour que l'Afrique puisse entrer dans la société du savoir, il est impératif qu'elle introduise dans tous les centres de documentation et bibliothèques les techniques modernes de gestion de l'information. Parmi les obstacles qui entravent les centres de documentations et les bibliothèques africaines, on notera entre autre l'indifférence ou le financement inadéquat par les gouvernements et leurs responsables.

Grand nombre des pays de l'Afrique Centrales sont confrontés à des difficultés d'accès et à la maîtrise de l'information, mais l'écart est encore plus criard dans les pays qui connaissent les perturbations politiques comme le Tchad, la République Centrafricaine et le Congo Démocratique.

L'accès à l'information connaît les problèmes de plusieurs ordres : le manque de volonté politique des gouvernants, l'absence de modernisation des centres de documentation, le métier de documentaliste est mal connu, le statut des spécialistes de l'information n'est pas clair, l'Etat détient le monopole des données statistiques qui permettent de faire les projections et la planification pour le développement durable. Nous citerons comme exemple le recensement de 2006 au Cameroun qui, deux ans après n'est toujours pas publié. On note une absence totale de collaboration entre les pays de la sous région dans le domaine de l'information.

Bien plus les gouvernements ne font appel qu'aux Experts internationaux à des coûts de consultation très élevé au mépris des techniciens nationaux. Une fois le projet de réorganisation de ces Centres d'information terminé, les consultants partent en laissant derrière eux un projet abandonné. Entre autre le coût d'accès à l'Internet reste élevé. Les seuls points d'accès se retrouvent dans les grandes villes. Le plus

souvent les universités sont connectées avec le soutien des institutions internationales, mais le débit de connexion reste faible.

Les centres d'information et des bibliothèques ne sont pas connectés, cette situation ne favorise pas la collaboration documentaire et information entre les pays de la sous région.

Au-delà des problèmes rencontrés dans ce domaine quel rôle peut jouer les centres de documentation et d'information pour le développement en Afrique centrale ?

III. ROLE DES CENTRES DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

Les centres de documentation et des bibliothèques doivent créer entre eux des réseaux d'information pour permettre un bon développement et un partage d'information.

Les gouvernements devraient créer d'un grand nombre de centres de documentation et des bibliothèques répartis sur tout l'étendu du territoire. Nous remarquons tout simplement que la croissance économique d'un pays dépend de plus en plus du rythme de la recherche scientifique et de l'aptitude à en exploiter rapidement les résultats dans la production ; la science et la recherche produisent sans cesse de nouvelles connaissances dans tous les pays et qui sont en quête à l'échelon national comme international, des moyens permettant d'utiliser ces connaissances dans les économies nationales.

Les centres de documentation et d'information peuvent aider les pays à organiser des services utiles et efficaces afin de favoriser le maximum de développement. Ils encouragent la promotion de la recherche et de coopération internationale en matière de documentation. Ils jouent un rôle de facilitateur de la communication, car de nombreux scientifiques font état de « difficultés de communication » tant à l'intérieur de leur propre discipline qu'entre les différents domaines de la science. Le développement des travaux de documentation et d'information efficace peut aider de manière appréciable et soulager considérablement les scientifiques, les chercheurs et les techniciens, qu'ils s'intéressent à des problèmes fondamentaux ou qu'ils soient engagés dans des activités expérimentales. Les centres de documentation et des bibliothèques contribuent à accélérer la coopération bilatérale et multilatérale entre les spécialistes de nombreux pays qui s'intéressent aux problèmes fondamentaux de la science et de la technologie. Ils permettent la mise en œuvre des normes, méthodes et procédures de nature à faciliter l'intégration des services d'information dans un réseau national. Ils facilitent la création des réseaux modernes et de transfert d'information. De même, ils coordonnent à l'échelon international les études et recherches concernant les services de documentation et de bibliothèque et en particulier la circulation de l'information. Ils accèdent à des sources importantes d'information auprès des services de documentation et des bibliothèques étrangers par voie de prêt d'échange ou en ligne. Ils doivent cibler les exigences prioritaires du développement économique, social et scientifique des pays de l'Afrique Centrale, contribuent à l'exploitation rapide des résultats de recherche dans la production. Selon P. Renaud et A. Torrès, l'accès aux contenus est une étape inséparable de l'accès aux infrastructures physiques.

Il est mondialement reconnu, tant par les Organisations Internationales que par les Etats soucieux du bien être de leur population, que l'Information, la bonne

Information, sa circulation aisée et son accessibilité facile constituent des facteurs de Bonne Gouvernance, de Développement et d'Education des Hommes, leur conduisant vers le bien être auquel aspire tout humain et vers un Etat de Droit.

IV. PERSPECTIVES

Au vue du rôle joué par les centres de documentation et d'information, il incombe donc à ces pays frère de créer un partenariat étroit avec toutes les structures aptes à donner des informations pour le développement;

Créer un partenariat avec les organes de presse, les ONG, les maisons d'éditions...;

La mise en réseau des centres de documentation et information;

Valider le statut des documentalistes et des bibliothécaires.

Les spécialistes d'information doivent aller à la quête d'information actuelle et fiable pour mieux informer et attirer les clients. Ils doivent se faire des formations continues. Par exemple faire des recherches sur Google pour le renforcement de leurs capacités du professionnel de l'information. Organiser des journées porte ouverte avec des fiches d'évaluation pour connaître le niveau de participation des communautés et réaction ou réponse des communications.

a) GABON

Le Gabon pays d'Afrique Centrale traversé par l'Equateur limité au Nord par le Cameroun et la Guinée Equatoriale, à l'Est et au Sud par le Congo et bénéficiant d'une façade maritime de 750 km à l'Ouest, s'emploie à mettre en place un système national d'informations et d'accès généralisé s'appuyant sur l'utilisation des nouvelles technologies dont l'Internet afin de promouvoir une meilleure gestion de l'information pour le développement. Le pays couvre une superficie de 267.667 km² et compte une population de 1.014.796 habitants, vivant pour la plupart (73%) en zones urbaines.

Les services publics disposent d'une masse d'informations susceptibles d'intéresser les chercheurs, les étudiants, les citoyens, les collectivités locales, les entreprises tant sur le plan national qu'au niveau mondial.

L'objectif prioritaire d'un accès facile à cette information étant de soutenir le développement durable et continu de nos jeunes Etats et leur évolution progressive vers un Etat de Droit et vers la Bonne Gouvernance.

L'avènement de l'Internet et sa mise en pratique par l'état, à l'instar des avantages déjà conférés par les Médias classiques (journaux, TV, Radio) offre ainsi aux pays en voie de développement, soucieux de leur développement ainsi que du bien être de leurs populations, l'opportunité de conquérir une place de choix dans le concert des Nations, et de mieux informer ses concitoyens par l'organisation de Systèmes d'Information Public à accès généralisés et gratuits autant que possible

La Direction Générale des Archives Nationales, de la Bibliothèque Nationale et de la Documentation (DGABD) est chargée de concevoir et d'appliquer la politique du Gouvernement en matière de documentation scientifique et technique, administrative et historique tant public que privé, sous toutes ses formes, au niveau national. Elle constitue, conserve et met en valeur la mémoire de la Nation.

Elle a pour mission de mettre à la disposition de tous les gabonais les ouvrages nécessaires à leur épanouissement complet et à la recherche à travers les salles de lecture de la Bibliothèque, des Archives et de la Documentation.

La DGABD a pour rôle la constitution d'un système national d'information (la Mémoire de la Nation) fiable, exhaustif et pertinent pour toute la population gabonaise.

Difficultés et de Perspectives.

Les difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres. Elles sont à la fois physiques, intellectuelle, culturelle et financières mais aussi organisationnelles et politique.

La culture de partage et de diffusion de l'information pour le développement est quasi inexistante tant du fait d'une production dans les médias souvent trop politiques, que par le fait de la rétention de l'information par ceux qui la détiennent. La diffusion de l'information utile au développement est quasi absente. Seule l'information politique préoccupe les mass médias, les faits divers, les scoops constituent la trame courante d'information à l'endroit du public. Par ailleurs, la culture administrative s'appuie trop souvent sur le secret pour masquer la non diffusion de l'information. Le faible revenu des citoyens, le chômage, le coût exorbitants des produits exportés, les dévaluations, etc. constituent également une situation de précarité qui font que les 20 % de population active ne pourront qu'accéder difficilement aux informations sur l'Internet.

L'absence d'une couverture nationale fiable par les télécommunications ainsi que les monopoles d'état mais aussi privés vers lesquels nous tendons ne permettent pas une explosion des initiatives individuelles et même des intelligences aujourd'hui assez nombreuses pour servir de levier du développement.

En effet l'organisation de l'information par les services d'archives, de documentation ainsi que sa mise à disposition nécessite d'être améliorée afin de conserver l'information puis de permettre sa diffusion par la suite.

b) République Centrafricaine (RCA)

Située au cœur du continent africain, dans la zone continentale de l'Afrique Equatoriale, la République centrafricaine fait frontière commune avec le Tchad au nord, le Congo Brazzaville et la République Démocratique du Congo au sud, le Soudan à l'est et, enfin, le Cameroun à l'ouest. Elle s'étend sur environ 623 000 km² et n'a pas accès à la mer. 80% de population de la RCA vivent en zone rurale et 20% de la population vivent dans la capitale Bangui. C'est l'un des pays les plus pauvres du continent africain. Le climat politique instable, marqué par des mutineries successives, a gravement affecté le système national de communication. D'où l'urgence de la mise en place d'une stratégie de communication pour le développement.

Dans le contexte centrafricain, il s'agit essentiellement de mettre les systèmes de communication au service de toute la société et de la paix sociale. Les objectifs visaient à:

- répondre aux besoins d'information des différentes catégories de la population;
- démocratiser l'accès aux grands moyens d'information, par un développement harmonieux et décentralisé des infrastructures de production et de diffusion;
- favoriser la libre expression des populations rurales, en les impliquant dans l'appréciation des questions les concernant directement telles que l'éducation pour la santé, l'excision, le rôle de la femme, l'éducation, la religion, etc.;
- promouvoir les initiatives des associations et groupements villageois à travers les moyens de diffusion afin de créer une approche du développement fondée sur les actions participatives;
- développer la notion d'échanges et de concertation entre les différentes composantes de la société civile, consolidant ainsi le processus démocratique en cours dans le pays;
- doter les pouvoirs publics et les dirigeants des moyens de la promotion de l'information publique relative aux droits et devoirs des citoyens;
- impliquer toutes les forces sociales dans la définition de la politique nationale de communication pour le développement;
- doter les organisations publiques et privées (intervenant dans les différents milieux sociaux) à travers des centres d'information de méthodes de formation, de techniques et moyens nécessaires à l'élaboration de messages clairs et efficaces en direction des partenaires cibles;
- diffuser et approfondir, au niveau des structures étatiques, la notion de service public et la nécessité du dialogue social sur les questions d'intérêt national.

Afin de palier à cette insuffisance, les partenaires internationaux doivent envisager la création des structures visant à promouvoir l'accès à l'information.

c) Le Tchad

Le Tchad, vaste territoire à vocation agricole, pays d'élevage et de pêche, rurale à 80% n'as pas encore finalisé sa politique nationale de communication pour le développement. Ce pendant, dans le cadre de sa mise en œuvre de sa politique nationale de communication pour le développement, le gouvernement entend explorer tous les canaux de communication existant ; les moyens traditionnels et informels devient une nécessité surtout la majeure population rurale sont des éleveurs nomades. Les centres documentation et information auront un rôle important à jouer dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information. La situation d'instabilité politique du pays n'est un facteur qui favorise le développement du système d'information. L'absence d'une couverture nationale par les télécommunications ainsi que les monopoles d'état ne permettent pas l'accès à l'information utile. L'internet est quasi inexistant pour la population.

d) Rwanda

Le Rwanda est un petit pays de 26.338 km² (soit environ la superficie de la Bretagne) qui bénéficie d'un climat tempéré, doux et humide. Le relief est particulièrement montagneux puisque l'ensemble du pays se situe au-dessus de

1.000 m d'altitude et la moitié de sa superficie totale s'étend entre 1.500 et 2.000 m. La majorité de la population vit dans des régions d'altitude moyenne ; « c'est le pays aux mille collines ». Pauvre en ressources naturelles, le Rwanda a fondé son développement sur une économie agricole. La terre est généreuse et l'agriculture toujours prospère est néanmoins extrêmement dépendante des fluctuations des cours internationaux.

Pauvre en ressources naturelles, le Rwanda a fondé son développement sur une économie agricole. La terre est généreuse et l'agriculture toujours prospère est néanmoins extrêmement dépendante des fluctuations des cours internationaux.

Le climat politique instable a affecté le système national de communication. D'où l'urgence de la mise en place d'une stratégie de communication pour le développement. Il est souhaitable de déterminer les actions de développement à entreprendre pour faciliter la collecte et la diffusion de l'information. Certaines données sont disponibles, mais peuvent être sujets de controverse.

Mariétou Diongue Diop dans Faire vivre une bibliothèque jeunesse : Guide de l'animateur note ce qui suit pour le Rwanda :

- a) Existence d'une bibliothèque nationale.
- b) Bibliothèques scolaires : inférieur à 50
- c) Existence au moins d'une bibliothèque universitaire
- d) Centres de documentation : inférieur à 50
- e) Bibliothèques publiques : plus de 100

Dans le même ouvrage, un autre article intitulé : « Quelques données par pays sur les bibliothèques publiques et scolaires en Afrique », parlant de données ressorties d'une enquête menée en février 2005, a relevé : 11(onze) bibliothèques publiques (dont 8 marchent bien) qui étaient sous la responsabilité du Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Sports(Division de la promotion de l'écrit et des droits d'auteur) et dans la gestion quotidienne, confiées aux entités administratives décentralisées (provinces). On notait également une vingtaine de bibliothèques associatives, une centaine de bibliothèques scolaires sous la supervision des écoles : leur encadrement était envisagé à travers le Bibliobus (bibliomalle) piloté par la Bibliothèque populaire de l'Extension Universitaire de Butare.

La question que l'on se pose est de savoir si dans le contexte politique actuel du Rwanda ces centres d'information peuvent jouer un rôle efficace dans le développement du pays.

e) Cameroun

De par sa grande diversité géographique, humaine et linguistique, l'on dit du Cameroun l'Afrique en miniature.

En effet, situé au Cœur de l'Afrique, en Afrique centrale, il partage les mêmes frontières au Sud avec la Guinée Equatoriale le Gabon et le Congo, à l'Est avec la République centrafricaine, au Nord avec le Tchad et à l'ouest avec le Nigeria. Sa superficie est de 475 000 km² dont environ 238 600 km² de surface forestière. Il s'étend de la zone forestière à la zone sahélienne en passant par les savanes. Les conditions climatiques favorables ont permis le développement d'une agriculture aussi bien de rente que vivrière. Mais la faiblesse d'infrastructure de transport et du

réseau de communication ne permet pas une répartition équitable des produits sur l'ensemble du territoire.

Estimée à 15 746 179 habitants, on dénombre plus de 200 ethnies au Cameroun parlant près de 200 langues locales dont seulement à peine 50 sont écrites. L'anglais et le français sont les langues officielles et 80% de la population est de culture francophone contre 20% de culture anglo-saxonne. Le Cameroun connaît une urbanisation rapide soutenue principalement par l'exode rural; 50,4% de la population est urbaine

Le Gouvernement du Cameroun s'est-il fixé comme objectif ultime dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté, l'amélioration durable et effective des conditions de vie des populations. L'objectif prioritaire est l'accès facile à l'information pour soutenir le développement. La pauvreté au Cameroun est d'abord un phénomène rural

Le gouvernement du Cameroun a mis l'accent sur l'étude des besoins en information/ communication afin d'examiner les difficultés éprouvées par les principaux acteurs du développement dans la réalisation de leurs activités.

Pour pallier à ce manque ou l'insuffisance d'informations utiles aux acteurs de développement, il recommande l'utilisation de tous les canaux de communication tels que la radio rurale, les brochures et dépliants, les centres de documentation et bibliothèques etc. C'est ainsi que le champ audio visuel s'est agrandi au Cameroun avec la Loi N° 90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association et son texte d'application du 03 avril 2000 libéralisant l'audio visuel au Cameroun.

Grâce à l'accord cadre signé entre ces organisations et le gouvernement camerounais, on dénombre une quarantaine de radios rurales de type associatif et des radios privées qui viennent compléter celles de l'Etat : la CRTV (Cameroun Radio Télévision) et ses ramifications. La CRTV couvre plus de 80% du territoire national. Ces radios diffusent les informations utiles et dans la langue locale compréhensible par la communauté. Toutes ces structures cherchent à se doter d'un centre de documentation et information pour mieux préparer les programmes de diffusion.

Le rôle de ces centres de documentations ou bibliothèques sera de :

- identifier les besoins en information/communication des agriculteurs, éleveurs transhumants et sédentaires, pêcheurs artisanaux, commerçants des produits de l'élevage et de la pêche;
- identifier les besoins en information/communication des agents d'encadrement (vulgarisateurs, enseignants, journalistes et communicants de la radio rurale);
- identifier les besoins en formation des deux groupes de cibles ci-dessus;

La situation des bibliothèques et autres services de l'information documentaire au Cameroun est caractérisée par des nombreux problèmes. Une des clés pour leur maîtrise consiste dans l'échange des idées et solutions partielles entre les professionnels de la matière. Malgré la politique nationale de communication et information appliquée, le processus de développement des centres d'information est étroitement lié à une bonne organisation et méthodes de la collecte de fonds pour des projets bibliothécaires au niveau national. Marketing, gestion et organisation des bibliothèques et autres services d'information documentaire. Technologies de l'information documentaire et leur application au Cameroun. Statut et formation professionnels dans l'information documentaire au Cameroun.

L'entrée réussie du Cameroun dans la société de l'information suppose l'existence d'une infrastructure performante, disponible et pouvant permettre des échanges fiables et sécurisés.

Plusieurs pays développés interviennent dans les programmes et initiatives de développement des TIC au Cameroun. Dans ce domaine, la coopération canadienne a su concilier TIC et genre.

Canada: La coopération canadienne a dans sa programmation au Cameroun, définit sa politique en matière d'égalité des sexes. Cette politique vise la prise en compte du genre a tous les stades de projets: de la planification au suivi évaluation. Dans la mise en œuvre de sa politique, plusieurs projets dans le domaine du genre et des TIC sont mis en place. Le Fonds genre et développement vise la participation équitable des hommes et des femmes au processus de développement et les projets innovateurs en TIC et genre sont fortement recommandés.

Japon: L'ambassade du Japon, a travers le projet TICAD-IT (Tokyo Initiative Conference for Africa Développent- Information Technologie), gère et loge au sein du PNUD, appuie et finance des initiatives de développement des TIC au Cameroun.

France: La coopération française, en partenariat avec le Ministère de l'enseignement supérieur, développe un projet d'interconnexion des universités d'Etat. De même, dans le cadre de leur projet ADEN (Appui au désenclavement numérique), elle mettra en place des points d'accès collectives a internet. En fait le projet vise le développement de l'usage internet.

Grande Bretagne: Le British Council a mis en place un programme "Computer aid", d'appui à l'acquisition des ordinateurs de seconde main venant de la Grande Bretagne.

Le Cameroun a des atouts majeurs pour un meilleur utilisation et développement des systèmes d'information

CONCLUSION

Au bout du compte, notre travail consistait à montrer les problèmes d'accessibilité à l'information pour le développement en Afrique centrale, tout en montrant le rôle que peut jouer les centres de documentations et les bibliothèques dans leur développement. Il convient de noter que les états membres ont encore beaucoup de manquements dans ce domaine. Ces manquements d'origine diverse sont dus à la pauvreté, la guerre, au politique nationale de communication inadéquate.

Eu égard à cette situation, des efforts louables sont faits pour permettre l'essor des centres de documentation, des bibliothèques et le renforcement des capacités des professionnels.

L'information pour le développement en Afrique centrale provient des sources locales ou internationales. La profession de documentation et de bibliothèque en Afrique Centrale ne manque pas de connaissance sur les meilleurs voies et moyens pour gérer l'information pour le développement. Il est intéressant de noter que les Nations Unies sont fortement préoccupées par la disparité entre pays développé et les pays en voie de développement dans l'accès au service essentielle d'information et de communication. C'est ainsi que lors de la rencontre du Sommet Mondiale de l'Information (SMSI) en 2005 à Tunis, les ministres des pays en développement ont relevé et insisté sur l'importance « d'offrir un accès d'un coup abordable à une large gamme de contenus (fourniture de données, de publication, les travaux artistiques, les programmes de radio et télévision et les programmes informatiques tels que les logiciels libres), les soutiens aux points d'accès comme les bibliothèques et

formulation des politiques nationales tendant à promouvoir une information accessible par tous, en particulier l'information du grand public »

Bibliographie

Valer Ayimambenwe, R. Le Gabon, l'Internet et l'accès généralisé à l'information publique : Expériences et problématiques

Archives et documentation de la FAO, La République centrafricaine, politique nationale de communication.

<http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php> L'accès à l'information est essentiel à la communication des sociétés du savoir : UNESCO

Olanlokun, O. S. (1999). Library security: The library manager's perspective, paper presented at the national workshop of library resources, Nigeria Institute of Advanced Legal Studies, July 6-8

http://www.fao.org/sd/ruralradio/fr/24549/highlight_109646fr.html Etude sur les besoins en information/communication et formation des groupes concernés par les activités du projet "Création d'un centre communautaire multimédia au sein de la CEMAC »

Ramata Moto Thioune, Technologies de l'information et de la communication pour le développement en Afrique ; potentialités et défis pour le développement communautaire. Publié conjointement par CRDI et CODESRIA

Projet SIST : Bulletin d'information N° 3 – Décembre 2004

Jean Lucien Ewangué, Stratégies d'intégration du Cameroun à la société de l'information et de la communication

Clavreul, Jean Yves, Afrique communication pour le développement durable

Harald Schütz : Le rôle et l'organisation d'un centre national de documentation dans un pays en voie de développement, Les presses de l'UNESCO, Paris 1976.

Quinones, Viviana (dir) Faire vivre une bibliothèque de jeunesse : guide de l'animateur : Paris, 2005

Quiñones, Viviana (dir), Faire vivre une bibliothèque jeunesse : Guide de l'animateur.- Paris : La Joie par les livres, 2005. Dans ce document